



Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

Élections fédérales

Les scénaristes, les réalisateurs, les artistes et les producteurs s'unissent pour exiger des engagements fermes pour financer adéquatement le contenu audiovisuel francophone

Montréal, le 9 septembre 2021- Si jusqu'ici le contenu audiovisuel de langue anglaise bénéficiait de budgets plus élevés que celui de langue française pour concurrencer le contenu américain et que le marché francophone était protégé par sa langue, la situation est maintenant totalement différente. Le français est en déclin sur tout le territoire canadien et l'internet haute vitesse favorise l'accès à une multitude de contenus en ligne dont certains sont produits par des multinationales étrangères qui y investissent des milliards de dollars. La concurrence pour retenir l'auditoire est devenue un phénomène international auquel le Québec et toute la francophonie canadienne n'échappent pas.

La solution passe par une augmentation des budgets de Téléfilm Canada et du Fonds des médias du Canada (FMC) ainsi que par un meilleur équilibre dans le partage des enveloppes dédiées au développement et à la production. Il y a dans le partage existant des enveloppes octroyées au marché de langue française (1/3 des sommes) et à celui de langue anglaise (2/3), un déséquilibre structurel injustifiable.

Alors que [les représentants des partis ont été invités par la Coalition pour la diversité des expressions culturelles à préciser leurs engagements en matière de culture le 13 septembre prochain](#), les associations de l'audiovisuel demandent que la contribution du gouvernement au FMC soit augmentée de manière à en doubler le budget sur un horizon de trois ans afin de permettre de répondre à la demande, de moderniser les programmes du FMC et de corriger le déséquilibre systémique du financement de la production de langue originale française actuellement plafonné au tiers du budget du FMC. Un minimum de 40 % du budget du FMC devrait donc être destiné aux enveloppes du marché de langue française et les sommes supplémentaires que pourrait recevoir le FMC devraient en partie servir à corriger la situation.

Dans le dernier budget fédéral, le gouvernement s'est engagé à ajouter 35 millions de dollars au budget de Téléfilm Canada en 2022-2023 et 50 millions en 2023-2024. Les associations demandent que ces engagements soient respectés par tous les partis

politiques et qu'ils rendent cette hausse permanente. De plus, ils doivent exiger de Téléfilm Canada qu'avec l'augmentation de son financement, elle rééquilibre les enveloppes de ses programmes afin d'octroyer un minimum de 40 % des sommes au marché de langue française.

« Nous voulons continuer d'écrire, de créer et de produire du contenu audiovisuel en français. Augmenter les budgets de Téléfilm Canada de même que du Fonds des médias et octroyer un minimum de 40 % des enveloppes aux programmes destinés aux contenus de langue originale française comme cela se fait pour les fonds canadiens destinés à la musique sont des actions nécessaires pour l'essor de notre industrie et pour la protection de notre langue et de notre culture. Les partis doivent s'engager à corriger rapidement cette injustice » ont déclaré les représentants de l'APFC, de l'AQPM, de l'ARRQ, de la SARTEC, de la SADC-SCAM, et de l'UDA.

-30-

À propos :

APFC [Alliance des producteurs francophones du Canada](#)

AQPM [Association québécoise de la production médiatique](#)

ARRQ [Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec](#)

SADC-SCAM [Société des auteurs et compositeurs dramatiques](#) – [Société civile des auteurs multimédia](#)

SARTEC [Société des auteurs de radio, télévision et cinéma](#)

UDA [Union des artistes](#)

Renseignements:

APFC : Carol Ann Pilon, 613-230-1116, capilon@apfc.info

AQPM : Hélène Messier, 514 397-8600, poste 222, hmessier@aqpm.ca;

ARRQ : Stéphanie Brûlé, 514 842-7373 poste 223, stephanie@arrq.quebec;

SARTEC : Isabelle Froment, 438 522-5381, ifroment@sartec.qc.ca

UDA : Sylvie Lahaie, 514 288-7150, poste 1227, slahaie@uda.ca;